



17 JUIN 2024

EUROPE INFO HEBDO



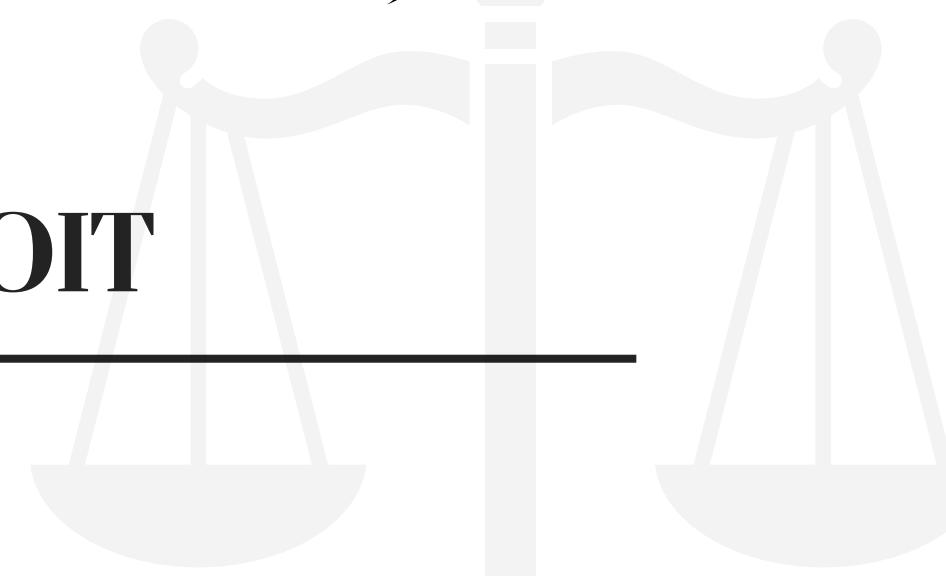
**BASTONS, GUEULES DE BOIS ET GARDE
À VUE.**

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Elisa CAMIA,
Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISI,
Edouard GAUDOT,
Iris HERBELOT.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS, HAPPY DRUNK

A peine la poussière des européennes retombées, le cycle diplomatique-politique de la désignation des postes à responsabilité s'est enclenché (cf. [EIH 19/5/24](#)). Cette surreprésentation des élus RN au Parlement européen n'aura pour seule conséquence qu'une réduction de l'influence française dans les institutions européennes. La victoire combinée du PPE et l'affaiblissement relatif du président français qui aurait pu s'y opposer (cf. [EIH 19/5/24](#)) mais dont le groupe Renew fait partie des grands vaincus de dimanche soir, et dont la situation domestique rend la parole plus fragile, ont largement consolidé les espérances de la présidente Von der Leyen dans la quête d'un second mandat. D'après [Politico](#), le puzzle serait déjà prêt, d'ailleurs.

- Outre la reconduction de la présidente von der Leyen (DE-PPE), l'actuelle présidente du parlement européen, Roberta Metsola (MT-PPE) garderait aussi son siège au moins pour la première moitié de la mandature.
 - Un renouvellement inédit (la pratique est une rotation tous les 2,5ans).
 - Seul Martin Schulz (DE-S&D) en avait bénéficié en son temps en 2014, en récompense de l'accord majoritaire passé avec le président JC Juncker.
 - Celle-ci a en outre considérablement gagné en prestige en infligeant au parti travailliste au pouvoir, à Malte, une défaite électorale aussi cinglante qu'inattendue.
- Au poste de Haut-Représentant (l'équivalent du ministre des Affaires étrangères), l'actuelle Première Ministre Kaja Kallas (EE-Ren) succéderait à Josep Borrell.
 - Malgré une relative défaite dimanche soir (cf. [EIH 11/6/24](#)) celle qui était déjà dans la course depuis sa réélection triomphale en 2023 (cf. [EIH 10/4/23](#) et [EIH 12/5/24](#)) permettrait de cocher les cases "petit-pays", "Europe centre-est" et "libéraux".
 - Celle-ci a confirmé le 10 juin à la radio nationale qu'elle était prête à y réfléchir, ce qui est un acte de candidature.
- Enfin, la présidence du Conseil européen échoirait à Antonio Costa (PT-S&D), le Premier Ministre portugais déchu lors des dernières élections nationales qui avaient vu la percée de l'extrême droite Chega (cf. [EIH 17/3/24](#)).
 - Alternativement, si la presse préfère pour l'instant se concentrer sur sa récente agression Mette Frederiksen, Première ministre sociale-démocrate du Danemark, reste un choix avancé pour prendre la suite de Charles Michel.
 - Dans une opinion publiée par Europeum, on loue sa compréhension "de la menace néo-révisionniste de la Russie signifie qu'elle est bien placée pour renforcer la confiance au sein de l'UE-27 (et son expérience) en matière de recherche de consensus pourraient servir de catalyseur pour que M. Scholz, M. Macron et M. Tusk s'entendent au moment où la cohésion européenne est plus que jamais nécessaire.

[Politico](#) envisageait d'ailleurs, en début d'année, tous ces top -jobs occupés par des femmes pour la rentrée 2024.



ÉLECTIONS, GAME ON

ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

C'est au sommet des 27 et 28 juin 2024, à Bruxelles que devraient être formellement choisis les candidats pour les top-jobs qui dépendent du Conseil européen (c'est à dire tous, sauf la présidence du parlement). Malgré les spéculations sur les répercussions européennes de la situation française confuse, les ambassadeurs européens, qui se sont réunis le 11 juin, n'ont pas modifié le calendrier.

- Les chefs d'État et de gouvernement doivent lancer la discussion lors d'un dîner préparatoire, le 17 juin.
 - Euractiv revient plus en détails sur la chorégraphie.
 - L'un des enjeux du calendrier est aussi d'être en situation de finir ces négociations sous présidence belge.
 - En effet, au 1er juillet 2024, c'est Viktor Orban qui prendra au nom de la Hongrie la présidence tournante du Conseil de l'UE - ce qui jette un certain trouble.
 - Celle-ci a d'ailleurs annoncé déjà ses principales priorités: migration, Ukraine, compétitivité, défense, et démographie.
- Sur les questions de défense, d'ailleurs, une priorité partagée avec la présidente von der Leyen pour son deuxième mandat, la création d'un Commissaire à la Défense pourrait venir ajouter un cinquième poste à responsabilité aux 4 déjà en jeu.
 - Les spéculations se portent sur une candidature polonaise, potentiellement l'actuel ministre des Affaires étrangères, Radoslaw Sikorski.
 - Son poids et son engagement européens avaient déjà été particulièrement perceptibles lors de la présidence polonaise du Conseil en 2011.
- Le chaos français aura au moins permis de consolider la stabilité politique au niveau européen.
 - La principale incertitude qui se pose désormais est celle des rapports de force au parlement, de la taille respective des groupes politiques.
 - Et consécutivement de savoir si Ursula von der Leyen y dispose, ou non, d'une majorité pour l'investir le 17 juillet 2024 à Strasbourg (cf. EIH 5/5/24).

EUROPE GÉOPOLITIQUE

SANCTIONS, UKRAINE, RUSSIE, VAE VICTIS?

Faire payer le Kremlin : la décision prise au G7 cette semaine de financer l'effort de guerre ukrainien, grâce à la mobilisation des avoirs russes gelés est un geste fort - mais qui comporte des ambiguïtés.

- Ce « prêt solidaire » de 50 milliards de dollars, d'ici la fin de l'année, à l'Ukraine, manifeste pour le président Biden la fermeté de l'« Occident (qui) ne recule pas » et démontrerait à Poutine qu'il ne gagnera "pas à l'usure"
 - Cependant, certains y lisent la volonté de sanctuariser un financement de l'aide ukrainienne au cas où les prochaines élections présidentielles américaines, ramèneraient au pouvoir Donald Trump.
 - Pour l'heure, les modalités de l'engagement de garantie individuelle par pays demeurent inconnues.
- La question des garanties demeure d'autant plus cruciale que si un cessez-le-feu venait à être prononcé, les avoirs russes ne seraient théoriquement plus gelés.
 - Les principes convergent cependant : « il est juste que ce soit la Russie qui paye », comme l'exprime V. Zelensky.
 - La somme servira au financement des dépenses militaires ukrainienne.
 - La reconstruction est également envisagée, mais cette dernière s'élevant à près de 500 milliards de dollars, le prêt n'y sera pas une contribution sérieuse et suffisante.
- Pour U. Von Der Leyen, c'est la preuve que « l'aide financière à l'Ukraine ne coutera rien aux contribuables européens »
 - Un tel discours envisage de rassurer les citoyens européens afin de tenter de maintenir le soutien public à long terme.
 - Cela peut s'expliquer notamment au vu des résultats des élections européennes qui ont fait la part belle à des forces politiques proches de Moscou.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

SANCTIONS, UKRAINE, RUSSIE, AHA... ALL THE THINGS I COULD DO

Euroclear, le géant européen du règlement livraison et de la conservation d'actifs perçoit des revenus liés aux avoirs de la Banque centrale russe gelés sur ses comptes. Ce sont ces revenus que l'Union européenne veut récupérer pour financer l'aide à Kiev. Nous avons déjà développé ce point au mois de mai dernier ([EIH 12.05.2024](#)).

- Ces derniers s'élèveraient à un total de 300 milliards d'euros d'avoir financiers, de la Banque centrale de Russie, placés en Occident
 - 185 milliards d'euros sont placés au sein de l'UE et ont été saisis par Euroclear, le reste étant dispersé entre les États-Unis, le Japon, le Royaume Uni et la Suisse.
 - L'UE, en tant que marché où les actifs sont majoritaires, a pu ainsi bénéficier d'un poids important dans les négociations
 - Ces avoirs générant jusqu'à 3 milliards d'euros par an, la somme des bénéfices permettra le remboursement du prêt à l'Ukraine.
- Toutefois, la directrice générale de l'infrastructure de marché met en garde contre toute tentative de confiscation des titres.
 - Le droit international interdit, à ce titre, le fait de toucher directement aux avoirs russes au titre de la propriété souveraine des États et de leurs actifs financiers.
 - Le gel de ces avoirs est une mesure de sanction, mais leur utilisation directe, même pour des objectifs perçus comme légitimes, pourrait être interprétée comme une violation des principes de souveraineté et de propriété.
 - Ainsi une telle mobilisation serait caractérisée comme une confiscation illégale consistant en l'appropriation des actifs d'un État étranger souverain, sans son consentement, et donc pouvoir potentiellement déboucher sur des recours devant les juridictions internationales.
 - Une telle action pourrait être perçue comme une escalade et une provocation, exacerbant les tensions et potentiellement incitant à des mesures de rétorsion.
 - Une confiscation « pure et simple » de ces avoirs, tel que prônée par Washington, semble difficilement envisageable face à la sévérité des menaces de Moscou.
- V. Poutine, ne se prive pas de dénoncer un « vol » et de tenter de prendre les Occidentaux au piège de leurs propres règles.
 - La Russie peut tenter une action en justice devant les tribunaux européens et internationaux.
 - Il est possible qu'une formation de jugement oblige Euroclear à dédommager la Russie, ce qui entraînerait une recapitalisation forcée d'Euroclear par l'UE.
 - Il s'agit là encore d'un parallèle avec la crise financière mondiale, qui s'est soldée par la recapitalisation des banques.
 - A l'heure où les puissances révisionnistes de l'ordre international tentent de remettre en cause la domination du dollar sur l'économie mondiale, le risque de déstabilisation du système monétaire international est réel (cf. [EIH 17/4/23](#)).

La guerre en Ukraine est vraiment en train de redessiner complètement le visage du monde.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

DÉSINFORMATION, UKRAINE, RUSSIE, TUBULAR BELLS

Cette fin de semaine a notamment été marquée par la promesse de Dimitri Medvedev, ancien président de la République russe et membre de la garde rapprochée de Vladimir Poutine, de “faire vivre aux Européens un cauchemar permanent”. “Insuffler la peur de l'effondrement imminent de l'ensemble de l'infrastructure des pays européens” nous constatons cependant que cela fait un moment que c'est le cas. Les dommages sont visibles, la menace s'est avérée très perceptible à partir du confinement consécutif à la crise pandémique.

- Ces menaces persistantes et pilonnages de décrédibilisation - au moins depuis 2020 - ne découragent toujours pas de nombreux Géorgiens.
 - On peut se faire la réflexion que si la construction européenne est critiquable voire vouée à l'échec, de nombreux Géorgiens semblent déterminés à choisir ce modèle plutôt que celui du Kremlin.
 - Cette prise de position claire n'est toutefois pas aussi visible parmi les anciens candidats des Balkans.
 - Si le Kremlin et ses alliés affirment que les Occidentaux financent ces troubles à l'ordre public et œuvrent pour la promotion de leur modèle - lourdement - dans les anciens Etats fédérés soviétiques, on se demande pourquoi ces efforts n'ont pas été visibles dans l'Union même.
 - Le nombre de sièges occupés par des représentants de partis politiques favorables ou tolérants à l'égard du Kremlin à l'issue des élections du 9 juin semblent plutôt indiquer le contraire.
 - Les connexions avec le Kremlin, pourtant dénoncées et faisant l'objet d'enquêtes ne semblent pas avoir convaincu de nombreux électeurs européens.
- La question se pose donc de savoir ce qui nous attend de pire, en ces temps de recul de la démocratie en général.
 - En octobre 2023, la présidente de la Commission alertait déjà sur le fait que « L'intelligence artificielle permet désormais de créer des deep fakes incroyablement réalistes, ce qui pourrait avoir un rôle très déstabilisateur dans une campagne électorale ».
 - Pour les derniers scrutins en Slovaquie, les preuves d'ingérence et de trucages de ce type semblent se cumuler de jour en jour, depuis octobre 2023 - l'affaire Monika Todova en témoigne tout particulièrement.
 - Ce premier test raté dans la lutte contre la désinformation témoigne de l'influence disruptive de l'adversaire dans nos Etats de droit et fait craindre le pire pour les élections législatives françaises anticipées ainsi que pour les élections américaines.
 - Ancien fondateur de Russie-Liberté, Alexis Prokopiev, pour la revue Esprit faisait le point à ce sujet, en avril dernier.
- Persiste cette impression que depuis le Brexit, les leçons n'ont toujours pas été retenues.
 - Dans la narration promue par le Kremlin, le grand oppresseur du monde reste l'Occident et en particulier ses composantes, dans tous les cas, peu importent les abus actuels des autres puissances émergentes.
 - La France, dans le récent cas d'intrusion en Nouvelle-Calédonie.
 - Et ce, malgré un cas connu et pourtant analysé en Afrique francophone.
 - L'Union européenne, on l'a vu, en Géorgie.
 - Certes, la France en particulier a du mal à assumer son histoire coloniale.
 - C'est indéniable et les avancées dans la reconnaissance des responsabilités se font encore trop timidement ou maladroitement.
 - Beaucoup d'Européens eux-mêmes n'hésitent pas à qualifier “Bruxelles” d'opresseur.
 - La colère des agriculteurs cet hiver en témoigne.
 - La plupart des nouveaux sièges remportés par des élus français le sont par des supposés “anti-système” voulant lutter contre cette oppression.
 - La carrière de V. Orban ou celle R. Fico repose d'ailleurs sur ce discours - pourtant, si la Hongrie et la Slovaquie étaient encore sous le giron de Moscou, ces deux grands combattants de l'oppression auraient déjà été réduits au silence.

Malheureusement, pour l'instant, le seul effet perceptible de ces malaises est de faire oublier aux citoyens et au monde que la Russie est encore en train de tuer pour conquérir l'Ukraine.